

Une police républicaine pour en finir avec les contrôles au faciès

Le Défenseur des Droits alerte régulièrement sur le contrôle dit au « faciès », c'est-à-dire la pratique des agents de la Police nationale à contrôler les jeunes gens issus des minorités visibles. Ainsi, les jeunes personnes perçues comme « noires ou arabes » ont vingt fois plus de probabilité d'être contrôlées. Nous dénonçons avec force cet état de fait car c'est une rupture d'égalité entre les citoyen·ne·s de notre pays.

Voici le témoignage d'un groupe de jeunes gens habitant L'Arbresle qui illustre parfaitement ces comportements qui n'ont rien à faire dans une Police républicaine :

Le mardi 25 octobre, à la sortie du bus, gare de L'Arbresle, j'ai vu de nombreux policiers et suis allé à leur rencontre pour demander des renseignements. Ils m'indiquent alors que le Premier Ministre est à L'Arbresle. Nous entamons la discussion et après dix minutes, je critique le nouveau ministre Bruno Retailleau en indiquant "je vous plains d'avoir un patron comme ça". Dans la foulée, il me demande de fournir mon identité.

Ensuite, avec deux amis, nous nous sommes arrêtés au parc des Chenevières pour observer la scène de loin. Une trentaine de personnes étaient présentes autour de nous mais les policiers ont décidé de ne contrôler que 3 personnes, mes deux amis et moi-même. Les policiers nous ont alors entouré à 10, de manière rapprochée, et se sont permis des remarques désobligeantes notamment sur les origines de mon ami qui est bosniaque. Un policier l'a brimé sur sa modeste voiture : « Et bien, c'est quoi cette voiture pour un bosniaque ? ». J'ai alors notifié à cet agent que dans une famille de 7, il est difficile de s'en sortir économiquement. Il a alors répondu « ils n'ont qu'à travailler et s'ils travaillent déjà, qu'ils travaillent plus ». Pendant ce temps, les autres personnes du parc faisaient tranquillement leur vie sans être contrôlées. Les autres policiers cherchaient à savoir pour quel parti politique nous votions tout en lançant des remarques désobligeantes. Enfin, les agents nous ont pris en photo sans notre consentement prétextant qu'ainsi on ne "s'attaquera pas au Premier Ministre".

Les statistiques et les nombreuses études, comme celle du Défenseur des Droits, sont sans appel : la systématisation du contrôle au faciès est une réalité quotidienne et violente pour nombre de personnes citoyennes françaises, provoquant des souffrances humaines et sociales. Elles créent une réticence structurelle des individus à coopérer avec les fonctionnaires et agents de police et cela empoisonne les rapports entre la police et la population.

Ainsi, dans sa lutte contre toute forme de discrimination, en particulier contre toute forme de racisme, La France Insoumise a toujours proposé :

- L'instauration d'un récépissé de contrôle d'identité qui permettra d'obliger les policier·e·s à motiver leur contrôle et de constituer un outil statistique ;
- Des zones sans contrôle d'identité en dehors d'un flagrant délit.

Aucune police ne peut être respectée si elle n'est pas respectable. Il est nécessaire qu'elle soit contrôlée pour être légitime et donc avoir de l'autorité. Nous proposons la suppression de l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN) pour confier la mission du contrôle de déontologie à une autorité indépendante rattachée au Défenseur des droits, assurant un contrôle externe et indépendant. Nous voulons une police républicaine, sous le contrôle du peuple et dans le respect des règles communes.

La coordination des groupes d'action de La France Insoumise de la 8^e circonscription du Rhône

Twitter: insoumis69_8

Facebook : insoumisRhône69.8

Insta : lfi_69_08

Mastodon : lfi6908 via piaille.fr

SMS / TEL

07 83 96 56 69

MAIL

lfi.rhone8@framalistes.org